

Carnet d'Europe

N° 02/102 du 25 mars 2019 – 2€

Lettre d'actualité européenne

Edito par Alain REGUILLON

L'actualité européenne est toujours très riche et il est de plus en plus difficile d'aborder tous les points qu'il serait intéressant de développer.

La lettre de ce mois concentre donc son information sur deux points que développe Alain MALEGARIE :

- Une analyse de la lettre du président Macron
- La situation du tunnel Lyon-Turin

Pour ma part, j'attire l'attention de chacun sur la proximité des élections européennes en soulignant l'importance du nombre de listes qui s'annoncent et le manque de visibilité, à ce jour, sur les projets.

Je ne peux clore cet éditorial sans regretter l'attitude de nos amis britanniques qui donnent, eux les pionniers de la démocratie, une piètre image de celle-ci. Le BREXIT n'est pas un souhait de l'Union européenne et de ses pays membres ! C'est une volonté des Britanniques, même si l'on doit contester la manière dont le referendum fut organisé et les mensonges qui l'ont alimenté.

Ceci étant, une majorité s'est exprimée ; elle doit être respectée

Je salue la cohérence des Vingt-sept face aux indécisions, voire à l'irresponsabilité des dirigeants et parlementaires du Royaume-Uni, et la patience de Michel BARNIER qui reste le plus crédible en ces temps troublés.

Puisque les Vingt-sept ont donné jusqu'au 12 avril aux Britanniques pour dire ce qu'ils veulent vraiment, attendons cette échéance pour commenter plus sévèrement cette attitude.

La lettre d'avril reviendra donc très largement sur le BREXIT.

Dans l'attente, je vous souhaite bonne lecture de celle de mars.

Lyon, le 25 mars 2019

La lettre mensuelle d'actualité européenne est une publication de Carnet d'Europe éditée par Presse fédéraliste – ISSN : 2119-2847 Directeur de la publication : Alain RÉGUILLON - Rédacteur en chef : Alain MALÉGARIE - Presse fédéraliste C/o Maison des Européens – 7, rue Amédée Bonnet – 69006 LYON – www.pressefederaliste.eu – www.mde-lyon.eu Les propos contenus dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs



Lettre d'Emmanuel MACRON aux Européens : « Pour une Renaissance européenne »

Démarche inédite, sans précédent : un chef d'État qui s'adresse à tous les citoyens de l'Union européenne (UE), via nombre de grands médias, et qui s'adresse du même coup à tous leurs gouvernants. On n'est plus dans le cénacle fermé d'un Conseil européen (les « sommets des chefs d'État et de gouvernement »), on va, là, au contact direct du citoyen grâce aux journaux, largement relayés par tous les médias depuis... Cela aussi, c'est de la démocratie directe, et sur un sujet majeur pour notre avenir : le projet européen du dirigeant de la deuxième puissance économique de l'Union européenne, à moins de trois mois des élections législatives européennes.

Sur le plan de la forme, c'est une lettre bien écrite, avec (un peu) de souffle pro-européen, et qui a le mérite d'exister. En l'envoyant le 5 mars 2019 aux principaux journaux de l'UE, il est clair, si on en doutait, que Macron essaie là de prendre le leadership de l'UE. C'est courageux, ambitieux, au moment où la crise des gilets jaunes n'est (hélas) pas finie ; où plusieurs chefs d'État européens sont clairement contre lui ; où l'Europe est fracturée entre l'est et l'ouest et divisée entre le nord et le sud ; où la France n'est plus vraiment un « modèle » en Europe (ne se réformant pas assez et ayant une dette abyssale, perçue comme un pays cigale donnant des leçons aux autres, etc). Mais le « toupet » paie parfois, en politique, Macron surfe sur un vide politique en UE (Royaume-Uni hors jeu, Merkel affaiblie, Italie en dérive idéologique et ayant un gouvernement qui commence à se déchirer...).

En fait, il veut passer du « grand débat national » à un « grand débat européen ». C'est totalement inédit, mais au moins c'est bon pour la communication vers le grand public qui souvent « découvre » l'existence de ces élections quelques jours avant. Là, au moins, on va parler d'Europe à presque trois mois du scrutin. C'est déjà cela.

Macron exploite aussi, à son profit, le vide sidéral politique des dirigeants européens qui ne proposent rien, malgré des dossiers urgents à traiter et un contexte international tendu et agressif qui peut nuire à notre Union...

Il propose ainsi une « Conférence pour l'Europe » associant des « panels de citoyens » pour définir une feuille de route pour tous les changements à venir, « sans tabou, pas même la révision des traités ». Qui pourrait être contre cette réelle avancée pour une démocratie participative ?

Sur le fond. Par rapport aux propos du candidat Macron durant la campagne présidentielle 2017, mais surtout par rapport aux brillants – et prometteurs – discours d'Athènes, puis de la Sorbonne (26 septembre 2017), le rétropédalage, voire le renoncement (quasi) complet des ambitions est saisissant.

Exit le développement d'une intégration plus forte de l'Union, plus politique. Où est le vœu de souveraineté européenne, souvent affirmé par Macron, dans une Europe qui se protège beaucoup ? Dans le discours de la Sorbonne, on parlait de faire une vraie zone euro (l'avant-garde), avec une gouvernance, un budget, une harmonisation fiscale. Il y avait bien des relents de fédéralisme absolument nécessaire pour survivre face à la Chine (future première puissance mondiale avant 30 ans !). Au départ de la construction européenne, le projet était bien d'aller vers une intégration forte, vers le fédéralisme.

Or cette lettre présente une autre vision. C'est plutôt l'enfermement de l'Europe dans ses frontières extérieures, une Europe hostile aux flux migratoires, cherchant à les maîtriser. Refonder l'espace Schengen, le « remettre à plat », dit cette lettre. Est-ce remettre explicitement les frontières intérieures ? Cette lettre épouse (trop) le climat ambiant de repli sur soi. Les gilets jaunes sont sans doute passés par là. Ils ont déjà gagné.

C'est une Europe frileuse sur la défense, obnubilée sur la sécurité et la protection, allant pleinement « dans le sens du vent », du ressenti ambiant. Or gouverner, c'est prévoir, être courageux, visionnaire. L'Europe mérite d'aller plus loin que les « visions » de nombre de pays actuellement dirigés par des gouvernants adeptes du repli sur soi. Cette lettre amplifie encore l'inter-gouvernementalisme, au détriment du communautaire. Cette lettre, qui se veut consensuelle, et ratisser large, ne s'oppose plus vraiment aux nationalistes.

Sa dominante est « la protection », thème cher à tous les eurosceptiques.

La proposition de créer de nouvelles Agences, c'est très français, mais beaucoup d'autres pays n'aiment pas, y voyant des « machins » souvent inutiles, redondants ou coûteux. Et il y en a beaucoup, de propositions : un « Office européen de l'Asile, une police des frontières commune, une Agence européenne de protection des démocraties, un Conseil de sécurité européen ». On empile des structures qui s'ajoutent à de nombreuses autres qui existent déjà. Alors que les citoyens européens se plaignent souvent de la « bureaucratie européenne » !... Et puis, quels budgets et quels fonctionnaires pour toutes ces créations ?

Ces idées prouvent que ce Président, jeune, sait faire de la politique, en se métamorphosant, en s'adaptant aux courants (hélas durables) du moment : le repli sur soi, la fermeture des frontières, l'obsession de « la protection ». Au point qu'il séduirait presque certains dirigeants populistes/nationalistes qu'il prétend combattre.

Contrairement à ce que j'ai entendu, rendons lui ce crédit, il n'a pas agi en douce : même s'il se voit en leader de l'Europe (ce que l'Elysée ne dément absolument pas !), il a pris le temps, avant de rédiger cette lettre, de consulter plusieurs de ses homologues européens. Madame Merkel bien sûr, mais aussi le gouvernement italien, malgré les fortes tensions actuelles. On peut penser qu'il a échangé aussi avec Theresa May, vu qu'il souhaite « raccrocher » le Royaume-Uni, même en partance, à une future Europe de la défense. Ce qui est habile, l'UE, très faible en matière de défense, a besoin de toutes ses armées, surtout les rares qui soient opérationnelles, comme celle des Britanniques (Brexit ou pas), et...la France. Et c'est tout ! Ceci est très habile et visionnaire. Il ne faut jamais injurier l'avenir !

La lettre évite les sujets qui fâchent...Par exemple, elle est muette sur l'avenir de la zone euro. C'est très dommageable, car on risque de repartir pour une période de 5 ans sans rien faire, ou presque. Or, si on a une nouvelle crise économique/financière (c'est cyclique !) entretemps, que fera-t-on, si on n'a pas avancé en zone euro ? Les chantiers ne manquent pas: achever l'Union bancaire, l'Union des capitaux, installer une vraie gouvernance à cette zone, lui donner un vrai budget, mutualiser les dettes, développer des ressources propres pour mieux investir dans l'économie. Et bien sûr, progresser sur les nécessaires harmonisations fiscales et sociales. Et la désastreuse règle de l'unanimité, qui empêche d'avancer ? Pas un mot non plus ! On va encore passer à côté de beaucoup de choses. Il faut absolument un pouvoir économique et financier fort. Or France, Allemagne, Italie sont dans des trajectoires différentes. Et en plus, il faut se protéger des agressions commerciales de Trump, voire contre attaquer pour se faire entendre. L'UE ne peut continuer de subir des taxes de douane et l'extraterritorialité (interdiction de commercer avec des pays sur liste rouge des USA...). Elle est la première puissance commerciale du monde, la seconde puissance économique et dispose de la seconde monnaie mondiale. Sans progrès sur l'Economie, le social et les finances, le projet européen est en danger ; l'euro seul, malgré sa réussite, ne suffira pas.

En fait, et c'est ce qui explique de tels renversements ou reculs dans sa démarche, le Président de la République s'est voulu rassembleur, consensuel, respectueux de tous ses collègues. Aucune pique vers les eurosceptiques/europhobes. Il ne nomme personne. Finies les agressions verbales, les tacles à Orban, Salvini, (qui l'avaient bien cherché aussi !). On ne parle même plus de « nationalistes » ni de « lèpre nationaliste ». C'est une

meilleure tactique que de ne plus s'enliser dans des invectives, et de s'adresser courtoisement aux peuples européens via leurs médias, et donc indirectement à leurs dirigeants. C'est plus productif. Sur ce sujet aussi, la volte face de Macron est saisissante.

Amnistie ? Aveuglement ? Tactique politique pour rebondir ? L'avenir nous le dira. Pas d'agressivité, mais il y a (quand même) des projets en opposition avec les ADN des europhobes.

Profitant du contexte, Macron veut ainsi s'ériger en leader de l'Europe, voire en Superman, qui donnerait le « la », le tempo et les orientations aux autres. Il n'est pas le premier Français à vouloir « diriger » l'UE. Nombreux sont les Français qui aiment l'Europe... si c'est une « France en plus grand ». C'est puéril, naïf et profondément inefficace quand on sait le « poids » ou la réputation qu'a la France dans les instances européennes, dont les modalités fonctionnelles, administratives, juridiques et politiques interdisent par ailleurs tout « bonapartisme » ou arrogance de quiconque. L'UE c'est consensuel, on échange, on débat, on argumente, puis on décrète. Mais ensemble. Personne n'impose quoi que ce soit. En un mot, c'est démocratique.

Cette lettre peut être utile toutefois pour les citoyens européens qui pourraient y voir le début d'un programme.

Quelles réactions en Europe ? Viktor Orban ne désavoue pas cette lettre, il trouve même le document intéressant ! Paradoxe ? Pas vraiment, cela révèle plutôt le flou de cette lettre, qui se veut très consensuelle, surfant sur trois idées fortes : Liberté, Protection, Progrès, avec des mots très choisis. Le dirigeant hongrois dit « cette lettre pourrait être un point de départ constructif, même si nous avons des divergences ».

Les atouts de Macron : ses collègues au Conseil européen partagent sa vision du contexte extérieur qui nous oblige à nous protéger des USA, de la Chine, de la Russie. Son projet de « préférence européenne », de juste concurrence, « de sanctionner les entreprises étrangères qui nuiraient aux intérêts stratégiques et aux valeurs essentielles de l'Union » fait consensus. C'est heureux. On va enfin pouvoir créer des champions européens capables de résister aux géants chinois ou autres en matière industrielle, dans le ferroviaire (Alstom-Siemens!), l'électricité, les batteries, l'aérien, ou dans les services, comme dans le numérique, le tourisme maritime. L'avenir de l'Europe se joue là, plus que les frontières refoulant les migrants (sachant par ailleurs que, de toute façon, les réfugiés climatiques se compteront par dizaines de millions dans les trente prochaines années). Sur l'écologie, d'ailleurs, la lettre présidentielle est bien timide, préconisant « 0 carbone en 2050 et division par deux des pesticides en 2025 ». D'ailleurs, la lettre ne précise jamais le budget ni la méthode pour réaliser les propositions...

Mauvaise surprise, Angela Merkel elle-même est très critique sur le projet Macron, et c'est la nouvelle dirigeante du CDU, Annegret Kramp-Karrenbauer, dauphine désignée d'Angela Merkel, qui a répondu aussi par une lettre, de façon très structurée, argumentée, (rien à voir avec les papiers de Wauquiez ou Mélenchon). Elle rappelle que, depuis des années, l'Allemagne réclame qu'il n'y ait qu'un siège européen au Conseil de sécurité de l'ONU. Ce qui serait un signal fort d'union entre les États, en interne comme dans le monde entier. Elle est contre la protection sociale proposée par Macron (un « bouclier social ») : pas question de faire un salaire minimum commun, de mutualiser les dettes. Pas question de faire du centralisme ou étatisme européen. Mais elle fait des propositions sur les migrations, veut maîtriser les flux migratoires, pas tout fermer, mais maîtriser. Et sur les menaces, elle fait le même diagnostic, et conclut qu'il faut renforcer l'Europe et aller de l'avant. Elle est, comme Macron, pour une collaboration avec le Royaume-Uni, après le Brexit, avec un Conseil de sécurité européen sur la défense européenne. Les USA se retirent des missiles intermédiaires en UE. Il faut donc effectivement redéfinir rapidement la sécurité en Europe. Excellent ! Mais combien d'États pourront payer ? L'Allemagne propose que l'on construise un porte-avion nucléaire européen. Cela ressemble à un « gadget », selon Hubert Védrine, car qui l'enverra en opérations ? Où ? Qui le commandera ? Par contre, fabriquer en commun des armes (c'est déjà le cas pour un char

franco-allemand, ou l'eurofighter) ; des dispositifs de défense, serait utile. Mais en même temps, l'Allemagne va à contre-courant, puisqu'elle baisse cette année son budget de la défense...

Ainsi, la CDU se rebiffe, semble moins européenne qu'avec Merkel. Et Macron perd son allié le plus important pour l'Europe. Il est vrai qu'il n'y a plus de couple franco-allemand de la trempe d'un Adenauer/de Gaulle, et surtout d'un Mitterrand/Kohl. Il n'y a que les Français qui parlent encore de couple sans arrêt...Mais depuis vingt ans, l'Allemagne s'est réformée, elle...Les objectifs des deux pays divergent de plus en plus.

En outre, plusieurs pays, surtout de l'est, préfèrent le bouclier américain pour leur défense, et achètent leurs armes (avions compris) à l'oncle Sam...

Quelles réactions en France ? Jean-Luc Mélenchon a lui aussi rédigé une lettre de réplique au président de la République. Du Mélenchon dans le texte: agressif, outrancier, et europhobe. Le titre donne le ton : « Sortez des traités, stupides ! ». Au moins, c'est clair, et cela rejoint les objectifs des Le Pen et autres irresponsables : car si on « sort » des traités (sortir, et non les réviser), il n'y a plus d'Europe, vu que tous les dispositifs actifs depuis soixante ans (la PAC, l'euro, les fonds européens, Erasmus+, etc.) sont portés par les traités, ratifiés par les parlements. Cela revient donc à tout détricoter, démanteler ! Mais comme les autres États ne « sortiront » pas, ce serait la France, qui sortirait de l'Union ! A moins qu'elle se ressaisisse, et...sorte par les urnes ces politiciens dangereux !

Aurore Bergé, députée LREM, a assez bien résumé cette lettre : « une violente diatribe radicalisée, indigne d'un républicain qui fut ministre de la République en son temps » !

Comme Le Pen et consorts, il utilise des propos excessifs et totalement dangereux, populistes et démagogiques. Ces gens-là se rejoignent totalement dans l'outrance et l'irresponsabilité, devenant des petits suppôts minables de Trump, Xi Jinping ou Poutine qui veulent casser, détruire notre Europe. Ils sont donc pitoyables.

L'Europe est certes à réformer, à refonder, pour garder nos valeurs et nos niveaux de vie. Leurs solutions débilés et mortifères veulent la décadence des pays européens face à l'altérité mondiale croissante. Ces gens là sont vraiment nuisibles !

Wauquiez rejoint le clan des outranciers, assénant que « Macron est l'homme malade de l'Europe ». Mais c'est du Wauquiez, toujours mordant et caricatural, ne sachant plus quoi dire pour exister, « imprimer » comme l'on dit, et toujours obnubilé par sa campagne pour la présidentielle de 2022.

Quel avenir pour cette lettre ? Emmanuel Macron est assez (très ?) isolé en Europe. Les États membres sont moins sensibles aux sirènes françaises qu'autrefois. Ce n'est pas la faute de Macron, il paie un héritage lourd de deux décennies où la France est restée inerte, ne s'est pas réformée, a laissé filer ses déficits déjà conséquents. La France n'a pas très bonne presse dans les Institutions européennes, et tous les eurodéputés qu'elle envoie à Strasbourg et Bruxelles ne sont pas des stakhanovistes (il y en a, j'en connais, mais pas tous). Beaucoup sont des recalés de scrutins nationaux, des planqués, certains mêmes acceptent un emploi fictif. Je pense notamment aux extrêmes. Ils ne veulent pas de l'Europe, mais ils veulent ses salaires, en tout cas, alors qu'ils travaillent à Paris pour leur parti ! Scandaleux et immoral.

Si Emmanuel Macron est le plus européen de tous les actuels dirigeants de l'UE, il se devait d'être plus volontaire sur l'économie, le social, l'environnement et la défense européenne.

En plus, un mauvais vent souffle en UE, un vent populiste, démagogue, nationaliste, illibéral, xénophobe. Les esprits se referment, le nationalisme n'est plus frileux, ni honteux. Les digues sautent, comme les tabous. Les propos et postures se radicalisent partout. On s'invective entre Chefs d'Etat. Du jamais vu.

Les propositions de Macron, même amoindries, auront du mal à être partagées, surtout à l'unanimité !

Les égoïsmes nationaux poussent de plus en plus vers un inter-gouvernementalisme triomphant, au détriment de politiques communautaires, solidaires et progressistes, pourtant indispensables pour notre avenir et pour répondre aux défis du changement climatique, des attaques de toutes sortes, des politiques migratoires, etc.

L'avion européen ne décolle pas, il roule, voire fait du sur-place, face à trop de pilotes pour décider... Or la situation géopolitique globale donne une chance à l'UE, car elle lui commande de trouver une force, une cohésion politique face aux défis.

Et le problème, le plus urgent, c'est la montée de l'insécurité économique, selon la formule de l'économiste Daniel Cohen. Les crises ont créé du chômage de masse. C'est un principal facteur de rejet de l'Europe. La croissance économique est un sujet majeur. Or il y aura d'autres crises, d'autant que la croissance ralentit déjà. Après la Grèce (sortie d'affaire), l'Italie est fragile (avec ses banques en danger, sa faible croissance, ses faibles investissements, son gouvernement fragile..). Si elle plonge, elle fait plonger toute la zone euro, vu son poids (3^{ème} puissance économique), car l'actuel fonctionnement de la zone euro a pu – laborieusement – sauver la Grèce, mais il ne pourra pas sauver l'Italie. L'Europe ne survivra pas avec seulement des frontières étanches, mais avec une économie forte, pérenne, avec des outils et dispositifs (mutualisation, budget, harmonisations fortes). Nous sommes divisés là-dessus dans l'UE, mais il fallait au moins provoquer un début de débat sur ces sujets majeurs. Pas les occulter. Les crises, c'est cyclique. En Europe comme partout ailleurs. Mieux vaut prévenir que guérir. L'UE ne représentera plus que 5% de la population mondiale en 2050. La Chine, l'Inde, les USA profiteront de nos faiblesses démographiques, économiques, politiques, stratégiques. Et là il sera trop tard.

C'est maintenant que notre destin se joue. Vraiment. Et combien en sont conscients ? C'est maintenant qu'il faut agir et convaincre nos partenaires de la nécessité de faire plus et mieux d'Europe, et pas de s'enfermer. Ce ne sera pas une sinécure... On a trop de visions différentes. Malgré tout, les 27 sont restés soudés face au Royaume-Uni, malgré leurs divisions. Comme quoi, quand l'enjeu est fort, tout est possible. L'UE avance grâce aux crises, ce n'est pas nouveau ! Nous avons bien sauvé la Grèce !

La lettre de Macron -entre Top et Flop- sert au moins à lancer le débat, visant à mobiliser les citoyens d'Europe à la veille d'un scrutin décisif. Le vote des citoyens européens, entre les 23 et 26 mai selon les pays, sera, plus que jamais, important. Souhaitons une forte participation, face à de tels enjeux. Et souhaitons aussi un débat vraiment européen, sérieux et sincère, non pollué par des kyrielles de fake news, mensonges éhontés et absence de vision. Il n'est jamais interdit de rêver, n'est-ce pas ?

LYON – TURIN : le feuilleton continue !

Décidemment, ce n'est plus un tunnel ferroviaire, cela devient un serpent...de mer !

Ce magnifique et gigantesque projet a déjà presque trente ans (1991) ! Vous me direz, le projet de tunnel sous la Manche a bien duré trente ans aussi ! Et on l'a fait ; et Brexit ou pas, hard ou soft, il perdurera ! La muraille de Chine, multiséculaire, est toujours là aussi.

Tous ces projets d'infrastructures lourdes avancent lentement, pas spécialement sur le plan de leur construction, mais pour des raisons politiques et financières. C'est encore le cas pour la grande liaison transalpine « LYON-TURIN ». Tantôt la France, tantôt l'Italie, selon les époques, les gouvernements et les opinions publiques aussi (manifestations), ont pratiqué le « stop and go ». Ce grand dossier, utile pour l'environnement, puisque les trains de marchandises remplaceront des dizaines de milliers de poids lourds dans des contrées déjà bien polluées, est à son tour pris en otage par des calculs politiques au mépris des citoyens.

Seule l'Union européenne est restée neutre et cohérente, et n'a jamais changé de stratégie : elle soutient le projet depuis le début, et finance le projet à hauteur de 40%, tandis que l'Italie le finance à 35% et la France à 25%. Elle fait même preuve de patience face au comportement des deux États-membres.

Les « bisbilles » entre Italiens et Français ne sont pas nouvelles, mais elles se sont aggravées considérablement avec l'arrivée en Italie il y a dix mois du tandem Mouvement 5 Etoiles/la Ligue, qui ont des positions fort divergentes sur beaucoup de dossiers clés, y compris la liaison Lyon-Turin.

Matteo Salvini et sa Ligue sont, comme la France, très favorables à ce projet qu'ils jugent pertinent, et Salvini, ministre de l'Intérieur, a le vent en poupe, très populaire, et très présent dans le gouvernement de l'Italie. Alors que son « allié » au gouvernement, le Mouvement 5 Etoiles, dirigé par Luigi Di Maio, est farouchement contre le projet, le jugeant trop onéreux et inutile.

Devant cette impasse politique, le discret président du Conseil italien, Giuseppe Conte, souhaitait demander à la société franco-italienne TELT (Tunnel Euralpin Lyon-Turin), en charge de la réalisation du projet, de reporter les appels d'offre. De plus, il souhaiterait « rediscuter avec la France du projet et de son financement ». Là c'est encore pire, c'est une volte face d'autant plus incompréhensible que le Mouvement 5 Etoiles est en perte de vitesse, et que celui de Salvini grimpe dans les sondages.

Devant un tel (risque de) gâchis, la France n'a pas tardé à réagir, rappelant son engagement sur ce projet, en pleine construction côté français, principalement sur le tunnel ferroviaire proprement dit, long de 54 Km. Notre ministre des transports a rappelé aussi « l'attachement de la France au respect des engagements pris et des délais de réalisation ». Ouvert à toute discussion entre partenaires, il a exhorté à lancer les appels d'offres dans les délais requis, faute de quoi les fonds européens prévus seront perdus. Ce serait un énorme gâchis, non seulement on perdrait la suite des fonds européens, soit des centaines de millions €, mais en plus si les travaux s'arrêtaient, la Commission européenne, qui a déjà versé 810 millions €, a fait savoir qu'elle pourrait demander à l'Italie de rembourser les fonds versés en cas d'abandon du projet.

Voilà, espérons-le, de quoi ramener tout le monde à la raison. La France devrait convaincre son partenaire de lancer les appels d'offres, car, même après leur publication, (1 mois de délai), le gouvernement italien aurait encore six mois pour se rétracter (et donc pour bien réfléchir).

Si Conte écoute tant le Mouvement 5 Etoiles, c'est pour sauver son gouvernement de plus en plus déchiré, au moins jusqu'aux élections européennes. Il est influencé aussi par une étude critique du projet pointant un énorme gaspillage, estimant un écart coûts/bénéfices de 7 milliards d'€ environ...

Il est certain que plus on attend, plus les coûts augmenteront.

Voilà où en est le dossier. Les appels à projets seront lancés, la France continue à creuser et le gouvernement trouvera un compromis, évitant une énième crise inutile, Salvini étant en position de force face à di Maio. Sur ce dossier, cela nous arrange !

Dans deux mois les élections européennes

L'échéance est proche. En France, y voyons-nous clair quant aux listes qui seront en présence ? Quant aux projets qui seront soumis aux électeurs ?

Pour ce qui est des listes, nous nous acheminons vers une vingtaine de prétendants sachant qu'avec un seuil à 5%, pour l'instant, en l'état actuel des sondages, seules sept listes peuvent prétendre à des élus. Deux formations font la « course » en tête : la République en marche/MODEM et le Rassemblement national. Loin derrière arrivent les Républicains et Europe écologie les Verts ; en fin de peloton se classent la France insoumise, debout la France et le PS/Place publique.

Pour ce qui est des projets, peu de visibilité pour l'instant. Seuls les Républicains viennent de présenter le leur. Il se situe d'ailleurs en droite ligne du projet présenté en décembre 2018 par le Parti populaire européen. Au moins y aura-t-il cohérence au sein de ce groupe, comme il faut le souhaiter pour les autres. Si je ne suis pas inquiet pour les Verts qui présentent le projet européen le plus abouti, je suis plus interrogatif sur ce que nous soumettront les autres partis. Bien sur, le Rassemblement national, Debout la France et la France insoumise nous aligneront des projets de repli, considérant que la France est encore un grand pays qui peut jouer seul sur la scène internationale ! Il est tout de même désespérant qu'à ce niveau de responsabilité (à moins que ce ne soit d'irresponsabilité) il y ait encore des prétendants à nous gouverner aussi aveugles... A moins qu'il ne s'agisse de la mauvaise foi, ce qui serait pire !

Début mai, nous publierons une lettre spéciale qui fera le point sur les principaux projets des candidats en lice. J'espère vivement que nous aurons des surprises agréables et susceptibles de ne pas nous enfermer dans un débat franco-français. Car là est bien le risque en cette période troublée par la crise des gilets jaunes dont on ne sait pas comment sortir, par les résultats du débat national et l'annonce des mesures qui devraient en émerger. Tous ces événements se liguent contre un vrai et sain débat européen de nature à éclairer nos concitoyens et, surtout, à leur redonner « envie d'Europe ! ».

Dans tous les cas, **le 26 mai, je vote !**

Prochaines réunions traitant des élections européennes :

Lundi 25 mars à Guilhaud-Grange (07)

Mercredi 27 mars à Messimy (69)

Mardi 2 avril à Vienne (38)

Mardi 2 avril à Saint-Fons (69)

Jeudi 4 avril à Francheville (69)

Mercredi 10 avril à Belley (01)

Jeudi 11 avril à Saint-Etienne (42)

Jeudi 2 mai à le Teil (07)

Vendredi 3 mai à Valence (26)

Mardi 14 mai à Vaugneray (69)

Mercredi 15 mai à Givors (69)

Jeudi 16 mai à Saint-Etienne (42)